

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 juillet 2011
Français
Original: anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international
Quarante-quatrième session****Compte rendu analytique de la 927^e séance**

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le mardi 28 juin 2011, à 9 h 30.

Président: M. Wiwen-Nilsson.....(Suède)

Sommaire

*Point de l'ordre
du jour*

Paragraphes

4	Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)	1-80
---	---	------

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.11-84619 (F) 221211 271211



Merci de recycler



La séance est ouverte à 9 h 35.

Finalisation et adoption de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)
(A/CN.9/729 et Add.1 à 8)

1. **M. Fruhmann** (Autriche), poursuivant son rapport sur les discussions du groupe de rédaction, dit que ce dernier a proposé que la référence aux exigences relatives à la préqualification et à la présélection soit déplacée de l'article 10 à l'article 9, de sorte que le paragraphe 4 de l'article 9 se terminerait par la phrase supplémentaire: "Le dossier de préqualification ou de présélection contient une description de l'objet du marché".
2. Le groupe de rédaction a proposé de supprimer les mots "concernant notamment" du paragraphe 3 de l'article 10.
3. Le groupe a proposé de modifier la première phrase du paragraphe 4 de l'article 10 comme suit: "Dans la mesure où cela est possible, la description de l'objet du marché est objective, fonctionnelle et générique et énonce les caractéristiques techniques et qualitatives pertinentes ou les caractéristiques de performance de cet objet". Il a aussi proposé que cette formule soit utilisée, selon que de besoin, dans d'autres passages du texte de la Loi type révisée.
4. S'agissant de l'article 11, le groupe de rédaction a fait les propositions suivantes: insérer les mots "concernant l'objet du marché" dans le chapeau du paragraphe 2 dudit article, qui serait alors ainsi libellé: "Les critères d'évaluation concernant l'objet du marché peuvent comprendre:"; supprimer, dans la version anglaise, le mot "The" à l'alinéa a) du paragraphe 2 pour dire simplement "Price"; reformuler le paragraphe 3 comme suit: "Dans la mesure où cela est faisable, tous les critères d'évaluation autres que le prix sont objectifs, quantifiables et exprimés en termes pécuniaires." – en expliquant dans le Guide pour l'incorporation qu'il n'est pas toujours possible d'exprimer en termes pécuniaires des critères d'évaluation autres que le prix; ajouter les mots "ou toute autre préférence" à l'alinéa b) du paragraphe 4, qui deviendrait: "Une marge de préférence accordée aux fournisseurs ou entrepreneurs nationaux ou aux biens produits localement, ou toute autre préférence, si elle est autorisée ou exigée ..."; reformuler l'alinéa b) du paragraphe 5 comme suit "Tous les critères d'évaluation établis conformément au présent article, y

compris le prix tel que modifié par toute préférence"; et modifier l'alinéa c) du paragraphe 5 comme suit: "L'entité adjudicatrice mentionne les coefficients de pondération de tous les critères d'évaluation, sauf si la passation de marché est menée en conformité avec l'article 48, auquel cas l'entité adjudicatrice peut énumérer tous les critères d'évaluation par ordre décroissant d'importance;"

5. **Le Président**, répondant à un point soulevé par **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique), dit que les mots "L'entité adjudicatrice mentionne..." pourront être supprimés de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 11 modifié, puisque ce libellé apparaît déjà dans le chapeau du paragraphe. L'alinéa c) commencerait alors ainsi: "les coefficients de pondération de tous les critères d'évaluation, sauf..."

6. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat), répondant à une question de **M. D'Allaire** (Canada), dit que le Secrétariat croit comprendre que le paragraphe 3 de l'article 24 viserait à mettre en place une règle de totale transparence, qui admettrait cependant des exceptions dans les cas où la divulgation des prix pourrait nuire à une concurrence loyale dans l'avenir – par exemple en facilitant les collusions. Le paragraphe 3 de l'article 24 pourrait peut-être indiquer que les prix ne devraient en principe être divulgués qu'aux fournisseurs ayant présenté une soumission, en particulier du fait qu'il est donné lecture des prix en public dans les procédures d'appel d'offres.

7. **M. Fruhmann** (Autriche) note que le paragraphe 4 de l'article 24 interdit absolument de divulguer des informations relatives aux prix puisque l'alinéa a) renvoie au fait de nuire à la concurrence loyale, alors qu'aucun renvoi de ce type n'est présent à l'alinéa b).

8. **Le Président**, rappelant des discussions antérieures, invite la Commission à examiner le lien entre l'alinéa s) du paragraphe 1 et les paragraphes 3 et 4 de l'article 24 et l'éventuelle nécessité d'une politique qui, en règle générale, imposerait la divulgation des prix des concurrents non retenus, sauf si cette divulgation a un impact négatif sur la concurrence loyale. Il invite en outre la Commission à examiner si les prix devraient être divulgués en cas d'abandon de la passation de marché.

9. **M. D'Allaire** (Canada), partageant l'interprétation du Secrétariat à propos de l'objectif

général recherché au paragraphe 3 de l'article 24, dit que, pour chaque soumission, "le prix, ou le mode de détermination du prix, et un résumé des autres principales conditions" devraient figurer au procès-verbal de la procédure de passation de marché; l'alinéa s) est donc bien nécessaire. Le paragraphe 3 réalise l'objectif général qui est de permettre aux fournisseurs ou entrepreneurs ayant présenté une soumission de prendre connaissance du prix de chaque soumission et d'obtenir toute autre information visée par ce paragraphe. Le paragraphe 4 apporte les garanties nécessaires, en particulier par la disposition prévoyant que l'information ne doit pas être divulguée si sa divulgation risque de nuire à la concurrence loyale.

10. La possible ambiguïté de l'alinéa s) pourrait éventuellement être levée si l'on changeait l'ordre des mots comme suit: "Pour chaque soumission, le prix, ou le mode de détermination du prix, et un résumé des autres conditions principales;". Par ailleurs, le texte reflète l'objectif général recherché au paragraphe 3 de l'article 24.

11. Répondant à une question du **Président**, **M. D'Allaire** explique que le stade auquel la passation est abandonnée détermine si les prix sont, ou non, divulgués. Si, au moment de l'abandon, les enveloppes contenant les soumissions ont déjà été ouvertes en présence de tous les fournisseurs, les prix auront été divulgués; dans le cas contraire, ils n'apparaîtront pas dans le procès-verbal. Il est difficile d'imaginer une situation dans laquelle un abandon déterminerait si le procès-verbal a été divulgué ou non.

12. **Le Président** dit que cela est exact dans le cas des offres, mais que la Loi type régit d'autres méthodes de passation de marché comportant plusieurs étapes, comme les négociations où le prix est soumis à un examen détaillé. Il invite la Commission à se demander si, dans de tels cas, le prix devrait être versé au procès-verbal.

13. **M. Grand d'Esnon** (France) note, s'agissant de l'alinéa s), qu'il conviendrait d'établir une distinction entre "le prix" et "le mode de détermination du prix". Il est d'usage de divulguer les prix à tous les fournisseurs ou entrepreneurs dans les procédures d'appel d'offres à l'ouverture des offres, mais "le mode de détermination du prix" est souvent un secret industriel et ne devrait donc pas être divulgué selon lui.

14. S'agissant du paragraphe 3, **M. Grand d'Esnon** est d'avis que les mots "ou de l'abandon de la passation de marché" devraient être supprimés. La divulgation des prix après l'abandon d'une passation de marché pourrait fort bien faciliter des collusions ultérieures.

15. **Le Président** croit comprendre que les informations mentionnées à l'alinéa b) du paragraphe 4 pourraient aussi entrer dans le champ de l'alinéa a) à moins que la divulgation de ces informations ne soit absolument interdite.

16. S'agissant du paragraphe 3, il demande si la Commission accepte, comme le propose le représentant de la France, de supprimer les mots "ou de l'abandon de la passation de marché".

17. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) se dit favorable à cette suppression.

18. S'agissant de ce que **le Président** vient de dire à propos des alinéas a) et b) du paragraphe 4, il se demande si ce dernier propose la fusion de ces deux alinéas. L'alinéa b) du paragraphe 4 renvoie probablement aux formulaires d'évaluation des soumissions, susceptibles d'être extrêmement précieux pour les concurrents qui y ont accès, car ils donnent un aperçu des opinions des évaluateurs des soumissions; ce sont par conséquent des documents sensibles. Les conditions auxquelles fait référence l'alinéa a) du paragraphe 4 ne s'appliqueraient, normalement, pas aux formulaires d'évaluation des soumissions. Cependant, aucun argument ne semble s'opposer à la fusion des deux alinéas, puisque la référence aux informations relatives à l'examen et à l'évaluation des soumissions pourrait être intégrée à l'alinéa a) sans préjudice des intentions de l'alinéa b).

19. **Le Président** dit que, compte tenu du caractère sensible des formulaires d'évaluation des soumissions, que le représentant des États-Unis d'Amérique vient de souligner, il pourrait être préférable de garder séparément l'alinéa b).

20. S'agissant du paragraphe 3, **le Président** considère que la Commission souhaite supprimer les mots "ou de l'abandon de la passation de marché" et conserver à la fois l'alinéa s) du paragraphe 1 et les références à ce même alinéa dans le paragraphe 3, sous réserve de toute autre modification d'ordre rédactionnel.

21. **M. D’Allaire** (Canada) dit que sa délégation n’a aucune objection à ce que la référence à l’abandon soit supprimée du paragraphe 3. En cas d’abandon d’une passation de marché, les fournisseurs ne devraient pas se voir fournir les informations en question à moins d’en demander l’accès à un tribunal et d’obtenir gain de cause.

22. La délégation canadienne partage la préoccupation de la délégation française à propos de la référence au “mode de détermination du prix” apparaissant à l’alinéa s) du paragraphe 1. Cette référence pourrait être simplement supprimée puisque, ainsi que l’indique clairement le chapeau du paragraphe 1, il est attendu de l’entité adjudicatrice qu’elle tienne un procès-verbal détaillé de la procédure et que “le mode de détermination du prix” peut parfaitement figurer audit procès-verbal. Une autre solution serait d’introduire “le mode de détermination du prix” dans un alinéa distinct du paragraphe 1 et de ne pas le mentionner dans le paragraphe 3, de sorte qu’il n’ait pas à être divulgué.

23. **M. Fruhmann** (Autriche), se rangeant aux commentaires du représentant du Canada, dit que si le paragraphe 4 doit être révisé, sa délégation souhaiterait voir le texte révisé avant de tirer une quelconque conclusion à propos de ce paragraphe et de l’alinéa s) du paragraphe 1. Le paragraphe devrait simplement refléter le fait que le principe de non-divulgaration applicable aux prix des soumissions est une règle absolue sans lien avec la règle de concurrence loyale énoncée à l’alinéa a) du paragraphe 4.

24. **M. Wallace** (États-Unis d’Amérique), observant que le but de la référence à un “mode de détermination du prix” dans la Loi type de 1994 est expliqué dans le Guide pour l’incorporation, dit qu’il ne serait peut-être pas sage de supprimer cette référence de l’alinéa s) du paragraphe 1 de l’article 24 de la Loi type révisée.

25. **M. Fruhmann** (Autriche) dit que les informations sur le mode de détermination du prix pourraient être importantes, puisqu’elles permettent à l’entité adjudicatrice de juger si le prix indiqué dans une soumission est anormalement bas. L’obligation de verser ce renseignement au procès-verbal de la procédure de passation de marché pourrait dissuader les fournisseurs ou entrepreneurs de présenter des soumissions à des prix anormalement bas. Le mode de détermination du prix devrait certes être mentionné au procès-verbal, mais ce type d’information, du fait de

son caractère sensible, ne devrait jamais être divulgué. C’est pourquoi il estime que le libellé actuel de l’alinéa s) du paragraphe 1 est acceptable.

26. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat), se reportant à l’article 26, dit que l’application d’un accord-cadre ouvert est en fait une méthode de passation de marché. Le chapitre VII du projet de Loi type révisée explique clairement que les accords-cadres fermés sont appliqués à l’intérieur d’une méthode de passation, tandis que l’application d’un accord-cadre ouvert constitue une méthode de passation de marché à part entière, équivalente à une enchère électronique inversée. Le Secrétariat propose donc d’inclure les accords-cadres ouverts dans la liste des méthodes de passation de marché figurant au paragraphe 1 de l’article 26.

27. **M. Wallace** (États-Unis d’Amérique) demande pourquoi les accords-cadres ouverts devraient être traités comme une méthode distincte de passation, au contraire des accords-cadres fermés. Aux États-Unis d’Amérique, les accords-cadres, qu’ils soient ouverts ou fermés, sont des méthodes de passation de marché.

28. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) dit que, s’il est vrai qu’un accord-cadre fermé peut être traité comme une méthode de passation, le paragraphe 1 de l’article 57 dispose que l’entité adjudicatrice attribue un accord-cadre fermé “a) en recourant à une procédure d’appel d’offres ouvert...” ou “b) en recourant à d’autres méthodes de passation...”.

29. Si la Commission souhaite que les accords cadres, tant ouverts que fermés, soient traités comme des méthodes de passation de marché distinctes, il faudra modifier le libellé du paragraphe 1 de l’article 57. De l’avis du Secrétariat, il serait plus simple que l’article 26 mentionne uniquement les accords-cadres ouverts.

30. **M. Grand d’Esnon** (France) dit que, compte tenu de l’état avancé de l’examen du projet de Loi type révisée, sa délégation est favorable à ce que l’on conserve l’article 26 dans sa formulation actuelle.

31. **M. Yukins** (États-Unis d’Amérique), se reportant à l’article 25, attire l’attention sur le fait que le code de conduite prévu à cet article ne s’applique qu’aux agents publics, alors que les codes s’appliquant aux fournisseurs et entrepreneurs se généralisent de plus en plus dans le monde. La Loi type devra bientôt être amendée ou complétée dans le sens de ces évolutions.

32. **Le Président** propose que le Groupe de travail I examine cette question dans le cadre du travail futur de la Commission.

La séance est suspendue à 10 h 40; elle est reprise à 11 h 5.

33. **M. Seweha Boles** (Égypte), se reportant à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 29, demande comment, en pratique, l'entité adjudicatrice formulera son souhait d'utiliser une méthode de passation particulière au motif que celle-ci conviendrait le mieux à "la protection des intérêts essentiels de la sécurité de l'État". Ce motif peut être valable, mais le paragraphe 3 de l'article 27 parle d'une indication des "raisons et circonstances".

34. **Le Président** est d'avis que le motif fondé sur la "sécurité" devrait être étayé par une mention des circonstances.

35. **M. Seweha Boles** (Égypte) demande si cela s'appliquerait même dans des moments de fortes tensions internationales affectant l'État.

36. **Le Président** répond que tel serait le cas, à son avis.

37. **M. Fruhmann** (Autriche), se reportant à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 31, propose d'insérer les mots "ou répétée" après "indéterminée" dans le membre de phrase "devrait être nécessaire de manière indéterminée".

38. Si cette proposition n'est pas acceptable, le groupe de rédaction pourrait peut-être convenir d'une définition du terme "indéterminé" en vue de la faire figurer dans le Guide pour l'incorporation.

39. **Le Président**, donnant suite à une intervention de **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique), propose d'insérer les mots "ou répétée" après "indéterminée".

40. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) dit que le Secrétariat croit comprendre que l'utilisation du mot "indéterminée" vise à permettre la conclusion d'un accord-cadre pour assurer la sécurité de l'approvisionnement. Si l'interprétation du Secrétariat est jugée correcte, le Guide pour l'incorporation pourrait la reprendre.

41. **M. Fruhmann** (Autriche) propose la suppression des mots "la faible valeur de" au paragraphe 4 de l'article 32. L'expression "faible valeur" est utilisée ici

d'une manière différente de ce que l'on rencontre dans d'autres dispositions du projet de Loi type révisée, où elle désigne une valeur seuil. C'est de l'objet du marché qu'il convient de tenir compte.

42. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) exprime la forte opposition de sa délégation à cette proposition. La suppression ouvrirait la porte à des préférences nationales fondées sur des jugements subjectifs.

43. Le libellé actuel concorde avec les lignes directrices de la Banque mondiale sur la passation de marché.

44. **M^{me} Andres** (Canada) suppose que le paragraphe 4 de l'article 32 a pour but de libérer l'entité adjudicatrice de l'obligation de publier largement une invitation à soumettre des offres, lorsque le coût d'une telle opération est disproportionné par rapport à la valeur de l'objet du marché, ce qui constitue une bonne raison de conserver les mots "la faible valeur de". Leur conservation pourrait néanmoins créer des problèmes. Une nouvelle formulation pourrait peut-être mieux exprimer l'objet du paragraphe 4 de l'article 32.

45. **Le Président** dit que les mots "seuls des fournisseurs ou entrepreneurs nationaux voudront probablement présenter des soumissions" laissent entendre que la question ne porte pas sur la disproportion entre le coût d'une large publication d'une invitation à soumettre des offres et la valeur de l'objet du marché.

46. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) dit que le paragraphe 4 de l'article 32 n'a pas vocation à permettre aux entités adjudicatrices de rejeter les fournisseurs et entrepreneurs étrangers; il permettrait seulement à ces entités adjudicatrices de décider de ne pas publier largement des invitations à soumettre des offres. Ce point pourrait être expliqué dans le Guide pour l'incorporation.

47. **M. Grand d'Esnon** (France), demandant que les mots "la faible valeur de" soient conservés, rappelle que tous les instruments internationaux relatifs à passation des marchés publics contiennent le concept de "valeur seuil" en deçà de laquelle les fournisseurs et entrepreneurs étrangers ne sont pas intéressés par l'appel d'offres.

48. **Le Président** propose de supprimer simplement le mot "faible".

49. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) demande instamment que le paragraphe 4 de l'article 32 soit laissé en l'état. Les lecteurs de la Loi type révisée ne seront pas troublés par les mots "la faible valeur" dans ce paragraphe, alors qu'ils pourraient bien s'interroger sur la disparition de ces mots dans le texte révisé.

50. **Le Président**, après consultation avec **M. Fruhmenn** (Autriche), propose que le paragraphe 4 de l'article 32 soit laissé en l'état.

51. **M. Xiao** (Chine), se reportant au paragraphe 2 de l'article 32, dit que sa délégation a des problèmes avec l'idée que les invitations à participer à l'appel d'offres doivent être publiées "dans une langue d'usage courant dans le commerce international". Dans de nombreux pays, et particulièrement ceux en développement, les responsables des passations de marchés rencontreraient des difficultés pour satisfaire à cette exigence, en particulier ceux chargés uniquement des passations de marché à petite échelle.

52. **Le Président** souligne que le paragraphe 2 de l'article 32 vise les invitations à participer à des appels d'offres, et non le dossier de sollicitation.

53. **M. Grand d'Esnon** (France), soutenant l'intervention du représentant de la Chine, fait observer que la situation des langues d'usage courant dans le commerce international est en évolution constante. Il estime donc que les mots "dans une langue d'usage courant dans le commerce international" devraient être abandonnés.

54. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique), demandant que ces mots soient conservés, dit que l'offre croissante de moyens de traduction sur Internet rendra très simple, avec le temps, la traduction vers des langues d'usage courant dans le commerce international.

55. **Le Président** propose, pour donner suite à une intervention de **M. Grand d'Esnon** (France), que le paragraphe 2 de l'article 32 soit modifié à peu près comme suit: "L'invitation est également publiée au niveau international de manière à attirer les fournisseurs et entrepreneurs internationaux".

56. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) propose un libellé du type: "L'invitation est également publiée au niveau international dans un média accessible aux fournisseurs et entrepreneurs internationaux."

57. **Le Président** propose de laisser la formulation de la phrase au groupe de rédaction, si l'idée sous-jacente est claire.

58. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique), attirant l'attention sur la recommandation écrite de son pays eu égard au paragraphe 5 de l'article 33¹, dit que la recommandation est applicable également au paragraphe 1 de l'article 32.

59. **M. Seweha Boles** (Égypte) demande pourquoi le paragraphe 6 de l'article 33 ne renvoie pas à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 29.

60. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) dit que le Groupe de travail I a décidé d'omettre ce renvoi parce qu'il peut exister de nombreuses sortes d'urgences, dont certaines relèvent purement de la faute de l'entité adjudicatrice, et que l'omission de ce renvoi a pour but d'empêcher une utilisation abusive de cette disposition.

61. À cet égard, elle signale qu'il n'y a pas de date limite obligatoire pour la publication d'un avis de passation; la publication doit simplement intervenir suffisamment tôt avant la sollicitation des offres.

62. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il n'a pas souvenir d'une discussion sur la question dans le Groupe de travail I. En tout état de cause, il ne voit aucune raison pour établir des distinctions entre diverses sortes d'urgences.

63. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) explique que le Groupe de travail I a estimé que, lorsque le degré d'urgence est moindre, il devrait être possible de publier un avis de passation de marché dans l'intérêt de la transparence, de sorte que le recours à la sollicitation d'une source unique visé au paragraphe 5 de l'article 29 ou aux négociations avec appel à la concurrence visé au paragraphe 4 de l'article 29 puisse être examiné de près et, le cas échéant, contesté.

64. **Le Président** dit que la Commission devrait peut-être examiner le système prévu à l'article 50 afin de déterminer si l'on a besoin d'un avis.

65. **M. Seweha Boles** (Égypte) dit que, pour éviter les confusions quant aux divers degrés d'urgence, le paragraphe 6 de l'article 33 devrait être formulé à peu près comme suit: "Les dispositions du paragraphe 5 ne s'appliquent pas en cas d'événement catastrophique".

¹ Voir document A/CN.9/730.

66. **M. Grand d'Esnon** (France) manifeste son soutien à la position du représentant de l'Égypte.

67. **Le Président** dit qu'aucune délégation ne semble opposée à l'inclusion d'un renvoi à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 29 dans le paragraphe 6 de l'article 33.

68. **M. D'Allaire** (Canada), se reportant à l'article 45, dit que celui-ci devrait autoriser une entité adjudicatrice à demander des éclaircissements aux fournisseurs et entrepreneurs même si aucune négociation n'est permise. Le groupe de rédaction pourrait peut-être s'accorder sur une façon de modifier l'article 45 en ce sens.

69. Se reportant à l'article 46, il dit que les paragraphes 5 et 9 concernent deux moments différents où l'entité adjudicatrice peut avoir besoin de demander des éclaircissements à un fournisseur ou entrepreneur. Le groupe de rédaction devrait garder cela à l'esprit lorsqu'il se penchera sur l'article 46.

70. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) répond qu'il sera difficile de prévoir séparément chaque situation où l'entité adjudicatrice pourrait avoir besoin de demander des éclaircissements. La disposition générale relative à la demande d'éclaircissements devra donc être rédigée avec un grand soin.

71. **M. Fruhmann** (Autriche), se reportant à l'article 47, croit comprendre que, dans les appels d'offres en deux étapes, l'entité adjudicatrice n'est pas autorisée à apporter de modification substantielle aux caractéristiques de l'objet du marché entre la première et la deuxième étape, et demande si son interprétation est exacte.

72. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) dit que Groupe de travail I a décidé que le concept de "modification substantielle" n'était pas utile.

73. Le paragraphe 4 de l'article 47 établit clairement que l'entité adjudicatrice peut réviser les conditions applicables à la passation de marché, mais que seuls les fournisseurs ou entrepreneurs ayant participé à la première étape et dont les offres n'ont pas été rejetées sont autorisés à présenter des offres définitives sur la base des conditions révisées. Les offres des autres fournisseurs ou entrepreneurs ne sont pas prises en considération, puisque leur candidature n'a pas été retenue à l'issue de la première étape.

74. Le Secrétariat croit comprendre que le but est d'exclure de la deuxième étape les fournisseurs ou entrepreneurs qui ne se sont pas souciés de participer à la première étape.

75. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) dit que le concept de "material change" (modification substantielle) ouvre peut-être la porte à des différences d'interprétation, et risque de créer des problèmes de traduction, mais que ce concept est largement accepté dans le monde de la passation de marché et qu'une disposition générale s'y rapportant devrait figurer dans la Loi type révisée.

76. **Le Président** croit comprendre qu'il est possible de procéder à une modification substantielle dans la mesure où l'objet du marché n'est pas modifié.

77. **M^{me} Nicholas** (Secrétariat) propose que les mots "l'entité adjudicatrice ne peut modifier ... l'objet du marché" employés au paragraphe 9 de l'article 48 figurent également à l'article 47.

78. **M. Yukins** (États-Unis d'Amérique) dit que le problème serait de déterminer ce que "modifier l'objet du marché" signifie dans le Guide pour l'incorporation.

79. **Le Président** exprime son soutien à la proposition de la représentante du Secrétariat.

80. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) dit que la définition de "l'objet" figurant à l'alinéa h) de l'article 2 manque de précision. Il faudra s'en souvenir lors de toute tentative visant à déterminer ce que signifie "modifier l'objet".

La séance est levée à 12 h 30.